

CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC POUR L'INSTALLATION D'UNE INFRASTRUCTURE DE RECHARGE POUR VEHICULES ELECTRIQUES

ENTRE :

Le Syndicat Départemental d'Energies de la Dordogne (SDE 24), dont le siège est à Périgueux, 7 allées de Tourny (Dordogne), **représenté par son Président Monsieur Philippe DUCENE**, agissant en vertu d'une délibération du Comité Syndical en date du 29 janvier 2025

Ci-après désigné « le **SYNDICAT** »,

d'une part,

ET

La Commune de SARLIAC SUR L'ISLE, représentée par son Maire, **Monsieur BUFFIERE**, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du XXXXXXXX,

Ci-après désignée « la **COMMUNE** »,

d'autre part,

Les entités visées ci-dessus étant, au sein des présentes, collectivement désignées par « **les PARTIES** ».

PREAMBULE

L'article 4.3 des statuts du **SYNDICAT**, stipule que celui-ci peut exercer, à la demande de ses membres, la compétence prévue à l'article L 2224-37 du CGCT relative aux infrastructures de recharge de véhicules électriques et hybrides. Cette compétence comprend :

- La création, l'entretien et l'exploitation des infrastructures de charge nécessaires à l'usage de véhicules électriques ou hybrides rechargeables ;
- L'exploitation des infrastructures peut comprendre l'achat d'électricité nécessaire à leur alimentation ;
- L'élaboration et la mise en œuvre d'un schéma directeur départemental des infrastructures de recharge ;
- La réalisation d'actions et d'opérations visant au développement de l'électromobilité.

La **COMMUNE** a délégué par délibération du 10 décembre 20214 au **SYNDICAT** la compétence « infrastructures de recharge pour véhicules électriques », et souhaite l'implantation d'une IRVE sur son territoire.

Considérant que cette implantation est particulièrement intéressante pour compléter le maillage actuel des bornes de charge et que des relations régulières entre la commune et le syndicat permettront de rendre un service de qualité à l'utilisateur ;

Vu le règlement d'intervention « IRVE » du SDE 24 validé par le comité syndical du 2 mars 2022, l'installation de cette infrastructure nécessite la conclusion d'une convention d'occupation du domaine public ;

IL EST CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT.

ARTICLE 1 – OBJET

La présente convention annule la convention précédemment conclue entre la COMMUNE et le SYNDICAT.

Cette nouvelle convention a pour objet de déterminer les conditions techniques, administratives et financières par lesquelles la COMMUNE autorise le SYNDICAT à disposer des emplacements ci-après définis pour la mise en place, l'entretien et l'exploitation d'une infrastructure de recharge pour véhicules électriques (IRVE) sur le domaine public communal.

ARTICLE 2 – EMBLACEMENT ET ETAT DES LIEUX

La présente convention d'occupation du domaine public est accordée sur le site suivant :

- 6 rue de l'Isle, 24 420 SARLIAC-SUR-L'ISLE (parcelle AO 1093) délimités sur le plan, comportant la parcelle, l'emplacement réservé à l'ouvrage et la surface, annexé à la présente (annexe 1).

Les états des lieux contradictoires, réalisés à la signature de cette convention, sont également annexés à la présente (annexe 2).

Le **SYNDICAT** déclare avoir une parfaite connaissance desdits lieux et les accepter en l'état, renonçant à réclamer toute indemnité, pour quelque motif que ce soit, notamment en cas d'erreur, défaut, non-conformité des lieux avec une réglementation quelconque.

ARTICLE 3 – DROITS CONSENTIS AU SYNDICAT

La **COMMUNE** autorise le **SYNDICAT** :

- A implanter sur ladite (lesdites) parcelle(s), sur l'emprise nécessaire (à minima 28m²) pour l'installation d'une IRVE, ainsi que les emplacements de stationnement nécessaires à la recharge, dont les caractéristiques sont les suivantes :
 - ✓ une station de rechargement accessible aux PMR, composée d'une borne, d'un totem éventuel et de deux places de stationnement dédiées à ce service,
 - ✓ les stations de rechargement implantées sur un stationnement en longitudinal, en épi ou en bataille,
 - ✓ le marquage au sol de la station conforme à la réglementation en vigueur et consistant à délimiter les emplacements par des lignes blanches, à mettre en place le pictogramme "véhicules électriques" et éventuellement à réaliser un remplissage total ou partiel du stationnement par une couleur définie,
 - ✓ la signalisation verticale en amont

- A faire passer, en amont comme en aval de cette IRVE, toutes canalisations électriques, pour en assurer l'alimentation,
- A intervenir ou faire intervenir un tiers pour l'installation de l'IRVE et pour toute la partie maintenance et exploitation de l'IRVE quel que soit le mode de gestion retenu par le **SYNDICAT**.

ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DU SYNDICAT

En contrepartie des droits qui lui sont consentis, le **SYNDICAT** :

- Effectue tout aménagement et modification requis par une réglementation quelconque, présente ou à venir, et nécessaires pour l'implantation de l'IRVE, après avoir obtenu l'accord préalable et exprès de la **COMMUNE**,
- Assure tous les frais de raccordements au réseau d'électricité, sans qu'il puisse à la fin de la convention prétendre pour cela à une quelconque indemnisation ou reprise, à moins que la collectivité soit à l'origine de la rupture de la convention.
- Met à jour les systèmes d'information recensant l'IRVE.
- Exploite l'IRVE
- Assure la maintenance de l'IRVE

ARTICLE 5 – OBLIGATIONS DE LA COMMUNE

En application de la présente convention, la **COMMUNE** :

- Laisse le **SYNDICAT**, ou toute entreprise missionnée par lui, intervenir sur la parcelle visée en vue de l'installation, la maintenance et l'exploitation de l'IRVE,
- Laisse en permanence un libre accès à l'IRVE à tout agent chargé d'intervenir sur les équipements et à tout utilisateur, et s'engage à mettre en œuvre, si nécessaire, toute mesure pour faire respecter ces dispositions,
- S'interdit de faire, sur et sous le tracé des canalisations, toute plantation, toute culture, et plus généralement tout travail et toute construction qui soit préjudiciable à l'établissement, à l'entretien, à l'exploitation et à la solidité des ouvrages,
- Laisse en permanence, les emplacements de stationnement dédiés à la recharge en bon état d'entretien et de propreté.
- En tant que partenaire de proximité, la commune informe le syndicat en cas de panne ou de dysfonctionnements en complément de la supervision – mail de contact : mobive@sde24.fr.
- Informe le syndicat en cas d'évènement ponctuel ne permettant pas aux utilisateurs un accès à la borne. Le SDE 24 pourra ainsi en informer les utilisateurs.

ARTICLE 6 – REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Conformément à l'article 4 du décret 2014-1313 du 31 octobre 2014, l'exonération prévue à l'article L2125-1 du Code Général de la propriété des personnes publiques, s'applique à la présente convention.

ARTICLE 7 – PROPRIETE

Le **SYNDICAT** demeure propriétaire de l'IRVE et de l'ensemble des accessoires indispensables au fonctionnement de celle-ci.

ARTICLE 8 – ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE

La présente convention prend effet à compter de la date de signature par les **PARTIES**.

La durée de la présente convention est de 15 ans. Elle est fixée en considération de la durée d'amortissement des investissements et des dépenses de fonctionnement par le SYNDICAT pour les besoins liés à l'exploitation et à la maintenance de l'IRVE.

A l'issue de la présente convention, les **PARTIES** pourront :

- Renouveler la présente convention,
- Retirer toute l'installation, aux frais du **SYNDICAT**, **sauf** si la **COMMUNE** est à l'origine de la rupture anticipée de la présente convention, auquel cas la commune financera le démontage et le déplacement de l'installation,
- Transférer la propriété de l'IRVE et sa gestion éventuelle selon accord financier défini entre les parties.

ARTICLE 9 – RESPONSABILITÉS – ASSURANCES - RECOURS

Le **SYNDICAT** s'engage à couvrir les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile susceptible d'être engagée du fait de ses activités dans tous les cas où elle serait recherchée, notamment à la suite de tous dommages corporels, matériels ou immatériels, consécutifs ou non aux précédents, causés aux tiers.

Les dégâts qui pourraient être causés au domaine public à l'occasion de la construction, de la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation de l'IRVE doivent faire l'objet d'une indemnité versée à la **COMMUNE** et fixée à l'amiable ou, à défaut d'accord, par le tribunal compétent. Un état des lieux contradictoire est joint en annexe.

La compétence IRVE est assurée par le **SYNDICAT**. En cas d'accident impactant la borne, la commune doit en référer au plus vite le SYNDICAT avec l'ensemble des éléments à sa disposition. Il s'agira alors de faire un constat amiable ou un dépôt de plainte, comme indiqué à l'annexe 4 du règlement d'intervention.

La présente borne est installée, en toute conscience de la commune, en zone inondable.

- En cas de montées des eaux qui seraient susceptibles de venir endommager la borne, la commune est tenue d'avertir le support technique Mobive, dont le numéro se trouve sur le site <https://mobive.fr/contact/> afin de déclencher une intervention d'urgence.

Dans le cas où la commune ne ferait pas la démarche et où la borne serait inondée, elle devra s'acquitter de l'ensemble des frais liés à la remise en service.

ARTICLE 10 – LITIGES

Les **PARTIES** s'accordent pour tenter de régler tout litige survenant dans l'exercice de la présente convention par la voie amiable.

Toutefois en cas de litige non résolu par la voie amiable, le tribunal administratif compétent pour statuer sur les constatations auxquelles pourraient donner lieu l'application de la présente convention est celui du siège du **SYNDICAT**.

ARTICLE 11 – RESILIATION

11-1 - Résiliation en cas de disparition de l'ouvrage

La présente convention sera résiliée de plein droit si la ou les IRVE venaient à être supprimées, sans être remplacées.

11-2-Résiliation par le **SYNDICAT**

Le **SYNDICAT** se réserve le droit de résilier la présente convention en cas de dépose de l'IRVE notamment en cas d'une utilisation trop peu importante ou en cas de dommage.

11-3 - Résiliation par la **COMMUNE**

La **COMMUNE** se réserve le droit de résilier la présente convention pour des impératifs d'utilisation de l'espace, pour réalisation d'aménagements publics ou pour tout motif d'intérêt général, en respectant un préavis de six mois. La **COMMUNE** s'engage à proposer un autre espace afin de pouvoir repositionner l'IRVE. Elle prendra à sa charge le déplacement, qu'il soit à l'intérieur de la commune ou sur une autre commune.

11-4 -Résiliation pour manquement aux obligations

Chacune des **PARTIES** peut résilier la présente convention en cas de manquement de l'autre partie à une ou plusieurs de ses obligations.

La résiliation peut être prononcée un mois après mise en demeure restée en tout ou partie sans effet pendant ce délai.

ARTICLE 13 – ANNEXES ET PIECES JOINTES

- Délibération du Conseil Municipal délégrant au SDE 24 la compétence Infrastructure de recharge des véhicules électriques
- Plan délimitant la parcelle et l'emplacement réservé à l'ouvrage
- Etat des lieux contradictoire
- Règlement d'intervention « IRVE » du 1^{er} Juin 2022

Fait en deux exemplaires originaux,

A XXXXXX, le
Pour la **Commune de SARLIAC SUR L'ISLE**
Le Maire

A Périgueux, le
Pour le **SDE 24**,
Le Président
Philippe DUCENE